



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

n°02 | AVRIL 2022

ECONOMIE et FINANCES

M A D A G A S I K A R A

Newsletter

bulletin mensuel

A LA UNE

Nomenclature budgétaire de l'Etat (NBE) : l'heure est à la modernisation !!!

> P.08



> SOMMAIRE

www.mef.gov.mg

Editorial

Chers lecteurs,

Ravis de vous retrouver en ce mi-avril, à travers notre newsletter, pour vous partager les quelques informations phares de ces dernières semaines.

Les feux sont passés au vert, avec une notation inaugurale B avec perspective positive qu'a accordé l'agence de notation Standard & Poor's à notre pays.

Les nouvelles sont ainsi encourageantes et vous lirez à travers nos lignes que nous ne lâchons pas du lest, les efforts continuent. Ceux-là même qui nous ont conduit à l'obtention de cette notation enthousiasmante, pour le peuple malagasy en premier lieu, mais aussi pour nous tous acteurs qui œuvrons au service de notre pays, sphères publique et privée confondues, vous incluant, nous espérons bien, vous qui nous lisez.

Nous vous laissons découvrir dans ce numéro la nomenclature budgétaire de l'Etat qui vient de faire peau neuve avec le soutien technique du FMI et financier du Gouvernement Japonais, restructurée avec de nouvelles composantes; mais également d'autres sujets relatifs aux projets de réformes relatifs à la Gestion des finances publiques, tant au niveau national que régional.

Les activités de développement se font à tous les niveaux et vous verrez le BACE qui, avec le soutien de l'Union européenne, se penche jusque dans les projets de développement local par la mise en place des SAC (Schémas d'Aménagement Communal), ici Région Itasy, pour que personne ne soit en reste suivant les instructions de SEM le Président de la République.

Nous abordons également la question de renforcement de la sécurisation de nos frontières et finissons sur une touche de beauté en vous rapportons une belle rencontre mettant à l'honneur l'entrepreneuriat féminin orienté développement.

Très bonne lecture à vous et à très bientôt !

Haritiana Johasy R.

*Directeur de la Communication
Ministère de l'Economie et des Finances*

S O M M A I R E

> À LA UNE



NOMENCLATURE BUDGÉTAIRE DE L'ETAT (NBE) : L'HEURE EST À LA MODERNISATION !!!

> P.07

Les composantes de la NBE

> P.08

> ACTUALITÉS

- > P.03 Performance économique : l'agence de notation Standard & Poor's attribue la note « B-/B » à Madagascar et affiche son optimisme quant aux perspectives du pays
- > P.04 Sécurité aux frontières : le personnel invité à la solidarité
- > P.05 Séminaire sur la transparence budgétaire en Afrique francophone subsaharienne, la 3^e édition sous le spectre de la Covid-19

> REGARD SUR LE MINISTÈRE

- > P.09 Conférences Budgetaires Régionales : lancement officiel à Antsohihy
Renforcement de capacité : vagues de formation au niveau des régions
- > P.10 Finances : modernisation de la nomenclature budgétaire
Convivialité : rencontres sportives à Antsirabe
Agents du personnel d'appui aux EPN : coaching collectif en développement personnel

> FOCUS

- > P.11 Sac (Schéma d'Aménagement Communal) : outil de planification à long terme...
- > P.12 Femmes entrepreneurs : ensemble pour le développement

Performance économique : L'agence de notation Standard & Poor's attribue la note « B-/B » à Madagascar et affiche son optimisme quant aux perspectives du pays

Les efforts paient pour Madagascar. Évaluée pour la toute première fois par l'agence de notation Standard & Poor's, la Grande île s'est vue attribuée une notation inaugurale de « B-/B » avec une perspective positive. Cette notation s'est basée sur des collectes de données ainsi que des réunions entre les responsables de cette agence et les autorités Malagasy.



La note « B-/B » obtenue peut déjà être perçue comme un exploit puisqu'elle positionne Madagascar au dessus de 11 pays d'Afrique subsaharienne. Mais encore, rares ont été les pays qui, dès leur première évaluation, ont eu la « perspective positive » comme appréciation. C'est le cas pour la Mozambique en 2004 et pour la Rwanda en 2011.

Dans son rapport, l'agence Standard & Poor's n'a pas manqué de retracer cette performance, en rappelant qu'après une forte contraction économique induite par la pandémie en 2020, l'économie malgache a commencé à se redresser en 2021. Une accélération de l'activité économique de l'ordre de 5% est alors attendue cette année, grâce notamment à la hausse des marchés publics et privés.

Cette agence de notation, mondialement reconnue, affiche d'ailleurs son optimisme quant aux perspectives économiques de la Grande île. Celle-ci estime qu'entre 2023 et 2025, la croissance économique sera en moyenne de 5,6%, soutenue par la mise en œuvre d'importants investissements et des réformes structurelles dans le cadre du Plan émergence Madagascar (PEM). Pour Standard & Poor's, d'ailleurs, ce PEM contribuera à faire passer Madagascar d'une économie à faible revenu à une économie émergente. La notation attribuée contribuera au développement des relations de la Grande île avec les investisseurs pour la mobilisation des ressources nécessaires au financement de ce plan national.

Sinon l'agence Standard & Poor's annonce déjà son intention de relever la note de Madagascar au cours des prochaines années. « Cette décision

dépendra toutefois de la performance économique et budgétaire du pays ainsi que l'amélioration des comptes extérieurs. Elle nécessite la mise en œuvre des réformes structurelles, avec le programme sur la Facilité élargie de crédit (FEC) du Fonds monétaire international (FMI) et de la communauté internationale », souligne-t-elle dans son rapport.





Sécurité aux frontières : le Personnel invité à la solidarité

Le Ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo RABARINIRINARISON a fait une descente inopinée ce 8 avril 2022 à l'aéroport international d'Ivato pour constater de visu les différentes procédures douanières au nouveau terminal afin de renforcer la sécurité aux frontières.



Avec ses confrères au sein du Gouvernement, Messieurs les Ministres du Transport et de la Météorologie et de la Sécurité Publiques, une réunion s'est tenue dans l'ancien terminal pour discuter avec les agents sur place des mesures à prendre face aux différentes formes de fraudes et de trafics aux frontières.

La question de la solidarité entre chaque département a été soulevée pour un résultat positif.



Pour le Ministère de l'Economie et des Finances, le Grand Argentier a annoncé que l'Etat Malgache va doter les services de la Douane de «Body Scan» pour compléter leur matériel technique. Toutefois, elle a rajouté que malgré ces nouveaux appareils, il est important que les agents qui les manipulent soient également intègres dans leurs fonctions.

Séminaire sur la transparence budgétaire en Afrique Francophone Subsaharienne, la 3^e édition sous le spectre de la COVID-19.



La Grande Ile a la parole

La 3^e édition du Séminaire sur la transparence budgétaire en Afrique Francophone Subsaharienne s'est tenue les 28 et 29 mars 2022 en visio-conférence compte-tenu du contexte sanitaire actuel.

Madagascar, qui a été représenté par le Grand Argentier, Madame Rindra Hasimbelo RABARINIRINARISON, salue l'engagement des participants au séminaire, chaque année encore plus nombreux, ce qui fait montre de l'intérêt pour le sujet.

Durant son discours, Elle a évoqué l'initiative du Président de la République, Andry RAJOELINA, qui, à travers le Programme Général de l'Etat (PGE), fait de la transparence et la redevabilité des principes directeurs de la politique de l'Etat.

Un engagement qui se concrétise par un axe stratégique spécifique

visant à rétablir la confiance du public en l'Administration et la bonne gouvernance à travers l'innovation numérique et en mettant en œuvre les réformes nécessaires pour des agents de l'Etat responsables et redevables.

L'objectif final de cet engagement est une utilisation à bon escient des ressources publiques pour accompagner l'émergence du pays et atteindre l'objectif zéro corruption. Il implique en outre, pour notre pays, des efforts accrus dans un contexte fortement marqué par d'autres urgences qu'elles soient sociales, sécuritaires, ou encore climatiques. Comme la grande majorité des pays participants, Madagascar est conscient des efforts nécessaires à déployer pour mettre en œuvre les meilleures pratiques et s'aligner aux normes et standards internationaux tels qu'ils découlent du cadre de transparence du FMI, du PEFA ou encore de l'OBS. Les engagement

et objectifs que se sont fixés l'Etat malagasy font échos à ceux des pays participants.

Et à l'instar de tous les pays du monde, la pandémie de la covid 19 a lourdement affecté l'économie nationale, rappelant alors l'importance des entreprises publiques dans le tissu économique et social mais également la fragilité de leurs situations financières. Nous comptons, pour le cas de Madagascar, 53 entreprises publiques intervenant dans des secteurs aussi variés que la fourniture en eau et électricité, les transports, les produits pharmaceutiques, les services financiers, l'agroalimentaire, les mines, et le tourisme.

Il est à noter que la dette de ces entreprises publiques est estimée à 2,3% du PIB dans le scénario de document de référence et d'analyse de la viabilité de la dette du FMI ; il est de ce fait nécessaires qu'elles soient soumises aux mêmes exigences de transparence que les autres entités publiques.

Le Ministère des finances malagasy s'est engagé aux côtés des principaux acteurs dans les entreprises publiques pour améliorer la fiabilité et la couverture de leurs états financiers afin d'avoir une vision complète de tous les passifs notamment contingents. Instauration d'une transparence accrue, garantissant l'accès à l'information au parlement et au public est une priorité qui contribuera ainsi à instaurer un climat de confiance en l'action publique favorable à la reprise économique après ces années difficiles.

La Transparence Budgétaire au cœur des débats

La transparence budgétaire est aujourd'hui au cœur des débats démocratiques et des réformes mises en œuvre dans les pays.

Elle requiert un suivi adéquat et une publication à temps des informations budgétaires et financière fiables particulièrement en ce qui concerne les passifs susceptibles d'affecter durablement la soutenabilité des finances publiques et de compromettre la mise en œuvre des politiques publiques futures.

A titre de rappel, les précédentes éditions de ce séminaire ont permis de procéder à des échanges sur la problématique de la transparence budgétaire en Afrique Francophone, en 2019, et sur la même lancée en 2020 mais avec un focus sur la transparence budgétaire dans le contexte de la covid19. Cette 3eme édition, quant à elle oriente le débat

sur le sujet hautement stratégique de la transparence de la gouvernance des entreprises publiques; l'interactivité étant la clé garante de la réussite de la rencontre.

Stratégique du fait que ces dernières jouent un rôle imminemment stratégique en matière de fourniture de services essentiels à la population ou des gestions des ressources naturelles; en effet, elles jouent un rôle essentiel dans la construction et la gestion des infrastructures publiques et constitue souvent une source importante d'emplois.

Cependant, force est de constater que la transparence et la gouvernance des entreprises publiques sont encore sujettes à de nombreuses vulnérabilités, ce qui constitue le plus souvent un terrain fertile pour des pratiques déviantes de toutes sortes.

Face à cette situation, l'Etat, en sa triple qualité de révélateur des normes, actionnaire majoritaire et d'assureur en dernier ressort se doit d'agir et ce en rapport avec toutes parties prenantes étatiques et non-étatiques

que sont notamment les parlements, les institutions supérieures de contrôle, les organes d'audit légaux, les Organisations de la Société Civile, les tutelles techniques et financières, les organes délibérants pour les dirigeants des entreprises publiques. Ainsi, ce séminaire a permis et de présenter les dernières analyses et évaluations en matière de gestion des finances publiques et de transparence budgétaire pour les pays de la région en mettant l'accent sur la gestion des entreprises publiques.

Ce sera également l'occasion de partager les expériences régionales et nationales incluant les bonnes pratiques et les défis pour la transparence de la gestion de ces entreprises publiques en vue, à terme, d'organiser une réflexion sur les moyens et outils pour renforcer la transparence en milieu interne, en vue de parvenir à mettre en œuvre une stratégie de transparence et de gouvernance des entreprises publiques.



Nomenclature Budgétaire de l'Etat (NBE) : l'heure est à la modernisation !!!



Apanage des gestionnaires du budget de l'État et des comptes publics, peu connue du grand public, la nomenclature budgétaire de l'Etat (NBE) est pourtant une composante fondamentale de tout système de gestion des finances publiques. Elle détermine en effet la façon dont les recettes et les dépenses sont identifiées et présentées dans les documents budgétaires et comptables ainsi que dans

les systèmes d'information financières publics. Une NBE bien structurée, conforme aux standards internationaux et couvrant l'ensemble des opérations budgétaires est la garantie d'une plus grande transparence et d'un budget plus facilement mis en œuvre. Elle permet également un suivi efficace des politiques publiques à travers des rapports et comptes rendus de gestion fiable et exhaustifs, et par conséquent l'exercice d'un contrôle plus efficace.

La structure actuelle de la NBE date de 2005. Elle a bien sûr connu certaines modifications mais celles-ci n'ont pas apporté de solutions pérennes pour que la NBE devienne un réel appui à la prise de décision des décideurs politiques et ni ne garantisse la redevabilité de l'Etat envers les citoyens.

Conscient de cette situation, le Ministère de l'Economie et des Finances s'est engagé dans la réforme de la structure et de la composition de la NBE actuelle. Avec l'assistance technique du Fonds Monétaires International (FMI) et grâce à un financement du Gouvernement Japonais, un atelier de concertation a été organisé du 21 au 25 mars 2022 à Antananarivo pour identifier les évolutions à apporter et établir une feuille de route pour conduire à bien ce chantier de longue haleine compte tenu de la complexité et de la sensibilité du sujet. Des premiers résultats tangibles sont néanmoins attendus dès cette année, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2023.

Les composantes de la NBE

Différents classifications visant un objectif particulier composent la Nomenclature budgétaire de l'Etat. Les quatre classifications principales sont :

- La classification administrative, qui vise à déterminer qui est à l'origine de la dépense (ex. ministère, service prescripteur, niveau géographique) ;
- La classification économique, qui permet d'identifier quelle est la nature de la dépense (personnel, transfert, fonctionnement ou investissement) et ce qu'elle représente ;
- La classification programmatique qui retrace à quelle grande politique publique la dépense peut-être rattachée ;
- La classification fonctionnelle, dont l'objet est similaire à la classification programmatique mais selon une standardisation internationale, facilitant les comparaisons.

pour approfondir : cliquez ICI

https://www.imf.org/external/Pubs/FT/GFS/Manual/2014/gfsfinal_fre.pdf



CONFERENCES BUDGETAIRES REGIONALES : LANCEMENT OFFICIEL A ANTSOHIHY

Le lancement officiel de la 4ème vague des Conférences Budgétaires Régionales (CBR) s'est tenu le 22 mars 2022 à Antsohihy, en présence de Rindra Hasimbela Rabarinirinarison, Ministre de l'Economie et des Finances, et de son homologue, Tokely Justin, Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID). A compter de cette date au 1^{er} avril, l'ensemble des 23 régions du pays organiseront cette rencontre à laquelle participeront les autorités locales, le secteur privé, les organisations des sociétés civiles et les parlementaires. La tenue de ces conférences budgétaires s'inscrit dans le cadre du processus d'élaboration de la Loi de Finances 2023. Au cours de ces conférences, les différentes parties prenantes pourront avancer de nouvelles propositions afférentes au budget de l'Etat 2023, mais aussi passer en revue la situation des besoins collectés en 2021 ainsi que les réalisations physiques.



RENFORCEMENT DE CAPACITE : VAGUES DE FORMATION AU NIVEAU DES REGIONS

Le renforcement de capacité des agents constitue une priorité pour la Direction Générale des Finances et des Affaires Générales (DGFAG), et ce dans le dessein de mieux servir ses usagers. Dans ce cadre, des formations sont organisées simultanément au niveau des régions. Au cours de ce mois de mars, les séances ont été plutôt axées sur la « Comptabilité des matières », sur l'élaboration des documents budgétaires et sur l'utilisation du Système Intégré Informatisé de la Gestion des Finances Publiques (SIIGFP) ainsi que les marchés publics. C'était le cas, entre autres, pour les régions Betsiboka, Sofia, Vakinankaratra et Alaotra Mangoro. Ces formations visent respectivement à améliorer la gestion des biens et des deniers publics.



Tsiromandidy



SAVA

FINANCES : MODERNISATION DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE

Du 21 au 25 mars, s'est déroulé à Ankorondrano, l'atelier de concertation sur la modernisation de la Nomenclature Budgétaire de l'Etat (NBE). Cette réunion regroupant toutes les parties impliquées dont la Direction Générale des Finances et des Affaires Générales (DGFAG), la Direction Générale du Trésor (DGT), le Conseil Supérieur de la Comptabilité (CSC), la Direction Générale du Contrôle Financier (DGCF), la Direction de la Coordination et du Suivi des Réformes (DCSR) et l'Institut National de la Statistique (INSTAT), Ministères sectoriels et Partenaires Techniques et Financiers (PTF), a eu pour objectif de

conduire la réflexion sur les évolutions à apporter à la nomenclature budgétaire actuelle et à proposer un plan d'action à moyen terme. A noter que l'actuelle nomenclature date de 2005 et certaines évolutions telles l'introduction de la classification programmatique sont intervenues, d'où la nécessité de la moderniser. Cette modernisation permettrait d'améliorer la programmation budgétaire à travers des segments conformes aux textes règlementaires et aux standards internationaux, et en aval de répondre aux exigences de la transparence budgétaire.

CONVIVIALITE : RENCONTRES SPORTIVES A ANTSIRABE

Afin de renforcer davantage la relation fraternelle entre les agents et consolider les expériences sportives, une rencontre sportive s'est déroulée, le 05 mars dernier, à Antsirabe. Plusieurs disciplines comme le basket, le football et la pétanque étaient au rendez-vous. Les agents de la Direction Générale des Finances et des Affaires Générales (DGFAG) au niveau central, et ceux du Service Régional du Budget et du Service Régional de la Solde et des Pensions (SRSP) ont participé à cet événement.



AGENTS DU PERSONNEL D'APPUI AUX EPN : COACHING COLLECTIF EN DEVELOPPEMENT PERSONNEL

Du 14 au 24 mars 2022 se sont tenues dans la salle de réunion de Victor Miadana, des séances de coaching collectif en développement personnel, lesquelles se sont adressées aux agents du personnel d'appui aux Etablissements Publics Nationaux (EPN). Ces formations ont vu l'intervention de Hanta Ramakavelo, coach certifié, qui a conçu des programmes personnalisés pour chaque participant. Grâce à ce coaching, ces agents offriront une image bien affirmée du Ministère de l'Economie et des Finances vis-à-vis des EPN et implantera ainsi une relation conviviale garant de l'efficacité et amenant vers d'éventuelle réforme.



SAC (Schéma d'Aménagement Communal) : outil de planification à long terme (15 ans), garantie du développement des communes



Ae processus d'élaboration du SAC (Schéma d'Aménagement Communal) pour la Région Itasy a été officiellement lancé le 30 mars 2022 dans la commune Arivonimamo, par le Directeur du Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE), Hery Mandimby RAJOELINA, représentant le Ministre de l'Economie et des Finances, Ordonnateur national du FED à Madagascar, Madame Rindra Hasimbelo RABARINIRINARISON. Le Maire d'Arivonimamo, le Directeur

Général de l'Aménagement du territoire et des services fonciers, les représentants de la délégation de l'Union Européenne à Madagascar, du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme et de la Région Itasy ont honoré de leur présence cette cérémonie de lancement.

Un évènement réunissant tous les acteurs concernés dans le but de faire ressortir une vision communale du développement économique, social et environnemental.



SAC, outil de planification à long terme (15 ans)

Parmi les 26 communes, zones d'intervention du PROJET TAFITA dans les Régions Analamanga et Itasy, 11 communes ne disposent pas encore de cet outil. Sa mise en place dans ces communes est donc un défi pour le projet.

Avec le soutien de l'Union Européenne, TAFITA travaillera en étroite collaboration avec les ministères concernés pour innover en termes d'approche de développement communal. En effet, l'élaboration et la mise en œuvre effective du SAC est une garantie du développement de la commune grâce à la participation directe de la communauté, socle sur lequel s'appuie l'aspect développement, avec toutes les forces vives coopérant ensemble et reliant tous les secteurs de manière transparente. Par ailleurs, la mise en œuvre du SAC créera des emplois pour la population.

Notons que ladite cérémonie a été organisée par le projet TAFITA, dans le cadre du programme AFAFI-Centre géré au niveau du Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure.



Femmes entrepreneurs : ensemble pour le développement

La Ministre de l'Economie et des Finances a rencontré de 8 avril 2022 quelques femmes entrepreneurs. C'était une occasion pour les deux parties d'échanger sur les sujets d'actualité économiques. A la Ministre pour sa part de préciser que l'Etat Malgache appui et collabore avec le secteur privé.

Celles présentes à ladite réunion :

- Rindra Hasimbelo RABARINIRINARISON - *Ministre de l'Economie et des Finances*
- Fanja RAZAKABOANA - *Présidente GFEM*
- Mimosa SERAPHIN - *Présidente FEA*
- Fiona TSIRANANA MORIN - *Présidente FOM*
- Harilala RAMANANTSOA- *Présidente EFOI*
- Tahiry RAMANANTSOA - *Coache Présidente SmileBox - Madajob*
- Florence EHRHART - *CEO STANNA Company*
- Johanne RAHARINOSY - *Présidente de la commission Entreprenariat au niveau du GEM - DG TEKNET Group*
- Carole RAKOTONDRAINIBE - *DG NEXTA*



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fivavaha • Tanindrazana • Fandrosoana

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

ECONOMIE *et* FINANCES *Newsletter*

M A D A G A S I K A R A

www.mef.gov.mg



Direction de la
Communication